

Coup de froid sur l'industrie solaire en France

Les raccordements des nouvelles installations ont chuté d'un tiers en 2012.

FRÉDÉRIC DE MONICAULT

ÉNERGIE L'industrie solaire a sévèrement ralenti en France l'an dernier. Selon les chiffres publiés mercredi par l'Observatoire de l'énergie solaire photovoltaïque - en partenariat avec le cabinet Kurt Salmon -, en 2012, ce sont 35 % d'installations de moins qui ont été raccordées au réseau par rapport à 2011. Soit 800 mégawatts de puissance.

« À titre de comparaison, l'Allemagne a raccordé environ 5 gigawatts (GW) pendant cette période, soit six fois plus que la France », souligne Daniel Bour, président de Générale du Solaire, par ailleurs président du comité éditorial du think-tank France territoire solaire qui édite l'Observatoire. Aujourd'hui, le photovoltaïque produit à peine un peu plus de 0,5 % de l'électricité dans l'Hexagone.

Ce coup de frein vaut pour tous les types d'installations, des panneaux solaires mis sur le toit d'une maison individuelle aux grandes centrales photovoltaïques au sol. Il faut dire que l'incitation à s'équiper a sérieusement diminué : le prix de rachat de l'électricité ainsi produite a baissé, en un an, de 16 % pour le résidentiel, de 22 % pour les moyennes toitures et de 26 % pour les centrales au sol. Sur deux ans, la baisse est comprise entre 45 % et 70 %.

France territoire solaire souligne le paradoxe : l'énergie photovoltaïque ralentit alors même qu'elle devient beaucoup plus compétitive, puisqu'achetée moins cher. « La Commission de régulation de l'énergie (CRE) impute en grande partie aux énergies renouvelables le renchérissement

inévitable des prix de l'électricité (30 % sur les cinq prochaines années), remarque Daniel Bour, mais le surcoût lié au photovoltaïque est avant tout un héritage du passé, quand les tarifs étaient encore à un niveau élevé. » Traduction : les nouvelles centrales solaires pèsent beaucoup moins et prochainement plus du tout pour les plus performantes.

Pour 2013, l'Observatoire n'espère pas plus de 1 000 MW supplémentaires raccordés. L'État y contribuera pour au moins la moitié puisque le gouvernement a promis de lancer des appels d'offres publics pour l'installation de 500 MW. « Mais l'industrie manque cruellement de visibilité : il faudra attendre les conclusions du débat national sur la transition énergétique et le débat parlementaire qui s'en suivra - pas avant l'automne - pour connaître les mécanismes de soutien à la filière, commente Céline Alléaume, consultante chez Kurt Salmon. Autrement dit, pas de traduction concrète avant 2014. »

L'industrie solaire aura alors connu au moins trois années d'incertitudes puisque l'État avait décrété en décembre 2010 un moratoire sur les subventions aux nouvelles installations. L'impact sur l'emploi a été sévère :

alors que la filière revendiquait 25 000 emplois à cette époque, elle serait tombée aujourd'hui sous la barre des 10 000.

Panneaux asiatiques

Certes, les pouvoirs publics ont bien pris quelques mesures, comme celle de subventionner davantage les centrales qui sont équipées de panneaux photovoltaïques européens. L'Observatoire juge toutefois cet effort tardif et pas forcément bien ciblé. Est-il judicieux en effet de vouloir inverser une tendance de fond, puisque certaines usines de panneaux en Asie affichent une capacité supérieure au marché français actuel. « Il faudrait sans doute favoriser les technologies plus performantes, à haut rendement par exemple », expose Daniel Bour, qui rappelle que les panneaux ne couvrent que 25 % du montant d'investissement d'une centrale. « Il y a bien d'autres postes de coûts sur lesquels faire jouer la compétitivité française. » Céline Alléaume enfonce le clou : la France détient « l'une des filières de développement et d'installation parmi les plus matures du monde et les capacités de R & D et d'innovation les plus performantes », affirme-t-elle. ■

La France en retard sur le solaire

Données 2012 pour la France et l'Allemagne

